

**Dans le cadre de la consultation menée par la  
Commission sur l'avenir de l'agriculture  
et de l'agroalimentaire québécois**

**Regard sur l'agriculture productiviste  
à la lumière de l'étude de cas  
de la production porcine industrielle**

Réponse à une question posée à la Chaire de recherche du Canada  
en éducation relative à l'environnement  
à la suite de la présentation par l'Union paysanne  
du Mémoire « De la sécurité à la souveraineté alimentaire »,  
lors de la séance du 25 avril 2007, tenue à Montréal.

**Lucie Sauvé**

**Titulaire de la Chaire de recherche du Canada  
en éducation relative à l'environnement, UQAM**

**Denise Proulx**

**Journaliste indépendante et chercheure en sociologie**

**Montréal, 7 juin 2007**

Ce mémoire poursuit deux objectifs étroitement reliés entre eux. Il s'agit d'abord d'apporter des éléments de réponse à la question posée par M. Jean Pronovost, le président de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois, suite à la présentation par l'Union paysanne du Mémoire intitulé « De la sécurité à la souveraineté alimentaire »<sup>1</sup>, lors de la séance de consultation dans le cadre des travaux de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agro-alimentaire québécois, le 25 avril 2007. M. Pronovost demandait à la Chaire de préciser les désavantages que nous trouvons à l'agriculture productiviste, les points positifs et les éléments à conserver et à faire évoluer. Les éléments de réponse que nous apportons sont illustrés par des fragments de l'étude de cas de la production porcine industrielle que nous avons menée en 2006 et qui fait l'objet d'un ouvrage qui sera publié en septembre 2007; nous joignons la table des matières en annexe. L'industrie porcine actuelle, dont le développement répondait initialement à l'espoir des bienfaits de la production intensive, montre maintenant de façon fort éloquente les multiples dérives et les fracas de l'agriculture industrielle. C'est ainsi que nous rejoignons le deuxième objectif de ce mémoire : inviter les décideurs de l'agro-alimentaire à reconnaître l'impasse de l'industrie porcine et à envisager de toute urgence des solutions menant au développement d'une agriculture responsable, c'est-à-dire écologique et solidaire.

## **Qu'est-ce que l'agriculture productiviste?**

Le productivisme est une pratique économique axée sur la seule valeur de la productivité. Celle-ci devient le fondement de nos rapports avec les organismes vivants (végétaux, animaux et par extension, les communautés humaines) et les autres « ressources » du « capital naturel » du « capital humain ». Cela signifie produire toujours plus et toujours plus vite, à moindre coût. Le moindre coût est calculé selon des revenus et des pertes comptables, à court terme, c'est-à-dire sur une base trimestrielle, puis annuelle.

---

<sup>1</sup> Ce mémoire témoigne d'un Colloque organisé conjointement par l'Union paysanne et la Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement, et qui a eu lieu à l'UQAM, les 23 et 24 mars 2007.

La Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement s'est intéressée plus spécifiquement à la question des élevages porcins productivistes parce que leur développement est l'illustration majeure, sinon la caricature, d'une déroute qui affecte toute l'agriculture et qui exacerbe les tensions au sein des milieux ruraux: agriculture, environnement et société se confrontent ici avec force, au cœur d'un débat majeur. Les impacts cumulatifs du productivisme sont devenus intolérables non seulement pour un nombre grandissant de résidents des campagnes, mais aussi chez trop d'agriculteurs, désormais aliénés à un système de production qui brime leur liberté d'action, les enfonce dans l'endettement et les confronte à la dépréciation sociale de leur métier.

Nos travaux nous ont permis de constater qu'aujourd'hui en 2007, le modèle de production porcine productiviste (que nous nommons aussi industrielle) s'appuie sur les stratégies suivantes, de façon à répondre aux exigences de compétitivité d'un marché mondial: la valorisation de quelques races animales hyper-sélectionnées (perte de biodiversité), des recherches agronomiques qui banalisent la transgénèse, une concentration accrue des cheptels et des unités de production, l'introduction massive d'antibiotiques et d'hormones de croissance, l'utilisation de semences génétiquement modifiées et de pesticides pour la production des aliments pour les animaux (monoculture intensive), la sophistication et l'industrialisation de cette nourriture artificialisée, le traitement des déjections sous forme de lisier (dont l'épandage contribue entre autres à saturer les sols de phosphore et d'azote et à détériorer les écosystèmes aquatiques), l'accroissement du soutien financier des gouvernements (à même les impôts des contribuables), l'intégration des maillons de la chaîne de production au profit des « intégrateurs » et des exportateurs (aliénant ainsi les producteurs agricoles et entraînant l'appauvrissement de nombreuses fermes familiales), une dégradation des conditions salariales des travailleurs dans les usines de transformation, etc. Le productivisme dans les élevages de porcs s'est installé entre autres en soutenant l'endettement des éleveurs; les emprunts sont présentés comme une forme d'investissement acceptable, bien que plusieurs des contrats d'exploitation et de mise en marché qu'ils signent n'assurent pas la pérennité de leurs fermes. Les exigences réglementaires environnementales et les

obligations sociales sont perçues en contrepartie comme des obstacles à la rentabilité qui doivent être externalisés afin de ne pas hausser les coûts de production. Les défenseurs du modèle productiviste considèrent la détérioration des milieux environnementaux et sociaux comme un mal nécessaire pour que l'industrie porcine puisse se tailler une place dans la concurrence internationale. Chez nous au Québec, le productivisme s'appuie avec force sur le « droit de produire » garanti par la Loi 184 et appuyé par l'appareil gouvernemental. Un tel mode d'élevage porcin productiviste marginalise toute autre façon de faire et bâillonne les revendications citoyennes pour une agriculture responsable.

## **Les avantages**

L'agriculture productiviste a permis d'augmenter fortement les rendements agricoles et de diminuer les coûts de production. Ces gains de productivité ont donné accès à une alimentation abondante, capable de « nourrir le monde », à des prix accessibles pour une majorité de la population de nos pays développés.

Cette hausse de productivité a compensé la forte diminution du nombre des travailleurs dans le domaine agricole, due principalement à une baisse des naissances par famille, à un attrait pour l'éducation post-secondaire et pour les professions non agricoles, et à une dépréciation sociale de la pénibilité du travail agricole – longues heures, 7/7 jours, sous toutes les conditions climatiques. L'agriculture productiviste s'est nourrie des mythes des années 1960 et 1970 entourant la modernité au Québec.

L'agriculture productiviste a également fourni au Québec les moyens de hausser ses exportations agricoles et ainsi de mieux équilibrer sa balance commerciale agricole. Elle a favorisé la création d'entreprises privées et de coopératives capables de supporter la compétition sur les marchés d'exportation et d'assurer des débouchés aux surplus de certains produits agro-alimentaires québécois. Elle a aussi permis à des équipes de recherche agronomique de développer des créneaux de savoir qui sont devenus par la suite des fleurons sur le marché international. En amont à ce virage vers les exportations, l'agriculture productiviste a profité d'une ouverture des institutions financières et d'un

accès au capital pour l'expansion des fermes et des productions. Cette hausse des productions a offert, en règle générale, une hausse du niveau de vie des familles agricoles, leur donnant ainsi accès à un plus grand pouvoir d'achat – égal à celui des autres citoyens - de même qu'à une éducation de meilleure qualité et une formation aux études supérieures, pour ceux et celles qui en faisaient le choix.

Avec l'agriculture productiviste, le milieu politique du Québec détenait un certain rapport de force : on pouvait faire la démonstration de notre capacité de participer au développement économique préconisée en Amérique du Nord (ouverture des marchés, libre-échange). Entre autres, l'agriculture industrielle a permis à certaines entreprises et coopératives agricoles de se positionner avantageusement dans certains marchés états-unien; par exemple, des producteurs maraîchers du Québec ont pu vendre à New York, Boston et Chicago, et des producteurs ont exporté de carcasses de porcs dans plusieurs États américains.

Les avantages de l'agriculture productiviste se sont confortablement ancrés dans l'esprit de la majorité des agriculteurs grâce à une vulgarisation du savoir scientifique agricole issu des centres de recherche universitaires, et qui ont « atterri » dans les fermes. Ainsi, de nombreuses cohortes de vétérinaires, d'agronomes, de conseillers agricoles, formés à ses avantages et tenus dans l'ignorance des alternatives, accompagnent les éleveurs dans le fonctionnement et l'administration de leur entreprise.

Enfin, nous pourrions paradoxalement inclure dans la liste des avantages, les excès et les déboires d'une telle agriculture, en ce qu'ils ont suscité la prise de conscience chez les citoyens de ses conséquences néfastes, tant d'un point de vue environnemental et sanitaire que social, et qui ont stimulé la réflexion collective sur les liens entre la santé, l'alimentation, l'environnement et les savoirs du terroir, menant à la recherche d'alternatives. Dans de nombreuses régions, cette prise de conscience en a incité plusieurs à passer à l'action et à exprimer leurs attentes, soit par la création de comités de citoyens revendicateurs d'une agriculture familiale à dimension humaine et responsable, soit par la mise en place de réseaux alimentaires écologiques et solidaires.

## Les désavantages

Si l'agriculture productiviste a pu apparaître il y a 30 ans comme un choix de société valable dans la perspective de la « modernisation » du Québec, elle est également responsable d'une déconstruction sociale et d'une érosion culturelle des communautés qui vivent dans les campagnes, en plus d'affecter très sérieusement ses ressources naturelles vitales, soit l'eau, les sols, les boisés, la faune et la flore. L'agriculture productiviste a profondément modifié les rapports des humains avec la terre, la nourriture, la vie.

En ce qui concerne la déconstruction sociale, analysons par exemple, la diminution progressive de l'activité et de l'emploi agricoles. En production porcine, les modes d'élevage industriels requièrent moins de travailleurs dans les bâtiments, d'autant plus que les risques sanitaires exigent de restreindre les contacts entre les humains et les porcs. Les rôles de boucher et d'épicier qui abattaient et transformaient la viande, selon des traditions ancrées dans une culture régionale, ont pratiquement disparu au profit de manufactures à viande et d'un travail de transformation à la chaîne. La mécanisation des tâches a aussi complètement transformé la relation des travailleurs aux champs. L'épandage du lisier requiert peu de main d'œuvre et l'entretien des équipements lourds et sophistiqués ne peut plus être assuré par le mécanicien agricole du village. Il faut recourir au concessionnaire qui lui, bien souvent, envoie directement les pièces défectueuses dans un grand centre urbain, pour réparation ou carrément remplacement. La mécanisation a aussi encouragé la destruction de boisés et de zones humides pour la création de nouvelles parcelles destinées à agrandir les espaces d'épandage du lisier et faciliter le déplacement des équipements. Traditionnellement, ces boisés de feuillus fournissaient des jours de travail complémentaires sur les fermes, soit pour l'acériculture au printemps, soit pour la coupe sélective de bois servant à la construction des résidences et bâtiments de ferme ou le chauffage. La perte de ces boisés a mis à mal la survie de la faune qui y trouvait refuge et a détruit les activités de chasse pratiquées par des chasseurs

qui faisaient aussi commerce de la viande et des peaux. Enfin, la perte de la flore a aussi détruit les activités de cueillette pratiquées par les familles et les herboristes qui, il n'y a pas si longtemps, pouvaient vendre sans contraintes les produits qu'ils tiraient des plantes, des fleurs et des racines.

Les surplus de phosphore et d'azote ont causé la pollution des eaux de surface, détruisant du même coup les activités de pêche pratiquées dans les communautés. Plusieurs villages bâtis autour de lacs ont graduellement perdu les villégiateurs qui s'y installaient en été et qui, par leur nombre, soutenaient des petits commerces saisonniers et des petits marchés alimentaires et artisanaux (pensons ici entre autres aux communautés riveraines de la Baie Mississiquois, affectées par la cyanobactérie). Enfin, plusieurs petites communautés ayant perdu leur économie d'appoint se sont graduellement vidées de leurs habitants et sont désormais menacées de perdre leur école, leur bureau de poste, et de subir la fermeture de leur épicerie, de leur garage, de leur caisse populaire, de leur magasin général, de leurs centres de loisirs et de leur église.

Attardons-nous maintenant à la pollution engendrée par l'agriculture productiviste. C'est toujours avec étonnement que nous avons été confrontées à un discours qui soutient que la pollution est une conséquence inévitable, et avec laquelle il faut accepter de vivre, pour permettre la production porcine industrielle.

Or l'altération des aliments destinés à la consommation animale et à la consommation humaine par les pesticides, les antibiotiques, les hormones, les moules sophistiquées dont on nourrit les animaux et par les organismes génétiquement modifiés (OGM) dont on ignore les effets cumulatifs et intergénérationnels sur les espèces vivantes, provoquent de nombreux troubles de santé et posent des risques non encore évalués. Et ce sont souvent les résidants des campagnes qui en sont les premières victimes. Il n'est plus rare de recenser des personnes devenues allergiques qui n'ont d'autre choix que de quitter les lieux pour des centres moins exposés aux polluants ou de réorienter leur vie dans des métiers non-agricoles. Des études réalisées par des directions de santé publique sur des

territoires où sont installées de grandes productions porcines industrielles sont éloquentes à cet effet.

Par ailleurs, la contamination des cours d'eau et des nappes phréatiques par les pesticides et les excès de phosphore et d'azote constitue un problème accablant. Entre autres, les effets de bio-accumulation des produits organiques persistants sont peu analysés. Qui peut aujourd'hui prétendre que les eaux de surface et les eaux souterraines, même traitées par les usines de filtration municipales, sont totalement sécuritaires? L'évolution exponentielle des cyanobactéries risque d'être la pointe de l'iceberg d'une problématique qui affectera la qualité d'approvisionnement en eau non seulement des fermes, mais aussi de nombreuses communautés, ceci sans parler des effets collatéraux en matière touristiques dont nous avons parlé antérieurement.

L'agriculture productiviste est aussi une grande productrice de gaz à effet de serre. Environnement Canada estime que les émissions de GES en provenance des activités agricoles en l'an 2006 ont contribué à 13 % des émissions totales nationales. Loin d'affecter uniquement les moyennes de températures terrestres, les changements climatiques augmentent chez nous la fréquence des conditions météorologiques extrêmes qui endommagent les récoltes et les bâtiments, et qui perturbent les cycles naturels des plantes, des insectes et des animaux. De fortes précipitations de pluie, des redoux hivernaux inhabituels, des gels tardifs, des sécheresses prolongées sont d'importantes sources d'instabilité de l'économie agricole. Même si la sylviculture est une activité qui absorbe le CO<sub>2</sub> atmosphérique grâce à la croissance des végétaux et que les sols servent de puits de carbone, le bilan de production de gaz à effet de serre reste largement positif et les effets négatifs des perturbations ont des conséquences sur la stabilité des revenus à court terme des producteurs agricoles, ce qui constitue entre autres un facteur qui décourage la « relève ».

En production porcine industrielle, l'épandage du lisier (qui dégage notamment du méthane, du sulfure d'hydrogène et des dioxydes de carbone, en plus de particules fines et une soixantaine d'autres polluants) et le processus de la dégradation des engrais azotés

ajoutent aux effets négatifs de l'agriculture intensive sur le climat. Le passage répété d'une machinerie lourde (consommatrice de pétrole) provoque le tassement des sols, qui s'appauvrissent ainsi progressivement. L'utilisation de ces sols pour les cultures de maïs et de soya, généralement génétiquement modifiés, accentue leur érosion et la perte de leur productivité. Dans l'espoir de stabiliser leur rendement, plusieurs producteurs font appel à l'irrigation qui, de fait, puise dans les eaux de surface et les réserves souterraines. Cette eau, lorsqu'elle est ré-absorbée par les sols et lorsqu'elle retourne aux fossés et aux rivières, est dorénavant chargées de nitrates, de pesticides, d'antibiotiques, de phosphore et autres polluants dont on ignore toujours les effets bio-accumulatifs.

Il faut par ailleurs nous demander à qui profite, au Québec, la production porcine industrielle. Nous avons constaté que seuls quelques intégrateurs et firmes transnationales en tirent profit, bien qu'ils contrôlent de moins en moins les mécanismes du marché mondial. Les petites et les moyenne fermes sont entraînés, de gré ou de force, dans une guerre économique, non pas pour vendre leurs élevages et récoltes de maïs ou soya à un meilleur prix, mais pour les produire à un moindre coût, pour le plus grand profit des entreprises et supermarchés qui contrôlent les mécanismes du marché, toujours en externalisant les coûts environnementaux reliés à la concentration des lieux d'approvisionnement. Une injustice sociale et un déficit démocratique s'ajoutent aux désavantages de la production productiviste.

Enfin, toutes les modifications aux modes de production agricole depuis les années 1960 ont induit un profond changement au sein des communautés rurales. L'agriculture occupe de moins en moins la population rurale et les communautés accueillent de plus en plus de néoruraux qui tentent, pour la majorité, de s'y faire une place par toutes sortes d'activités agricoles et non-agricoles, voire virtuelles. Les promoteurs de l'agriculture productiviste mettent beaucoup d'énergie à nier cette nouvelle réalité des campagnes et ils s'appuient sur des rapports de domination et d'influence pour banaliser et ignorer les revendications des citoyens qui réclament le respect de leurs attentes en matière de qualité de vie et de vie communautaire. Hélas, le Gouvernement du Québec a bien mal géré cette crise identitaire rurale. Par ses choix législatifs - en particulier, la Loi 54 -, il a contribué à

exacerber les relations entre les citoyens agriculteurs et non-agriculteurs. Trop de lois et réglementations ne prennent pas en compte cette recherche d'un nouveau contrat social qui reconnaîtrait le monde rural dans son ensemble, qui inclurait les diversités démographiques, qui stimulerait une nécessaire reconversion des pratiques agricoles et surtout, qui encouragerait la prise en charge du devenir des communautés par elles-mêmes.

## **En conclusion**

Il nous importe d'exprimer ainsi notre point de vue sur la production agricole productiviste. Nous l'avons analysée en particulier à travers les crises de cohabitation sociale vécues dans les communautés où la production porcine perturbe l'équilibre des systèmes écologiques et les relations entre les citoyens, pose des risques à la santé humaine et entrave le développement d'une autre économie, endogène et solidaire. Nous sommes d'avis que l'engagement citoyen dans la lutte contre la production porcine industrielle témoigne d'une vigilance contre les excès de l'agriculture productiviste et lance une alerte majeure, par crainte que toute la population du Québec ne soit placée devant les conséquences exponentielles d'ordre environnemental, sanitaire, économique, culturel et politique des dysfonctions de ce système de production alimentaire. Nous croyons que les luttes citoyennes dans le dossier porcin – comme dans toute autre lutte environnementale et sociale – sont de véritables chantiers d'éducation communautaire et populaire où on apprend ensemble et à sa manière, à s'engager et à préserver ou améliorer la qualité de nos milieux de vie.

Les éléments d'analyse que nous esquissons aujourd'hui sont plus amplement développés dans un ouvrage que la Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement a réalisé en collaboration de plusieurs acteurs de la société civile québécoise. Le livre « *Des porcs et des hommes – La porciculture intensive et intempestive au Québec* » est actuellement en traitement dans une maison d'édition et devrait être accessible en septembre prochain. Ne pouvant vous remettre une copie de cette réflexion-phare, nous vous présentons au moins la Table des matières de l'ouvrage

(Annexe 1). Ce dernier résulte d'une riche dynamique de collaboration entre de nombreux acteurs impliqués dans leur organisation ou communauté et soucieux de soutenir l'avènement et la pérennité d'une agriculture responsable au Québec. Nous déposons également un rapport d'études ayant servi à la production de l'un de ses chapitres, traitant d'une solution incontournable à la porcine industrielle (avec production de lisier), soit la production porcine sur litière (Annexe 2).

**Nous formulons enfin les recommandations suivantes :**

Que le Gouvernement du Québec rétablisse le moratoire sur le développement de l'industrie porcine, puisque toutes les recommandations du BAPE sur la question n'ont pas été prises en compte, et que la problématique est loin d'être réglée;

Que le Gouvernement du Québec réexamine ses plans de développement stratégique en matière d'agriculture, dans la perspective de favoriser la souveraineté alimentaire au pays. En particulier, il importe de prévoir des mécanismes de support au développement de pratiques agricoles et d'élevage alternatifs (écologiques et solidaires), et de conversion des entreprises productivistes vers des pratiques plus responsables (en particulier, adoption de pratiques de production porcine sur litière; l'exemple de la Suède à cet effet est inspirant : voir l'annexe 2, ci-jointe).

En ce sens, que le Gouvernement du Québec revoie le système législatif et réglementaire en place (en particulier la Loi 54), qui porte atteinte à la démocratie et encourage l'élevage porcin de type productiviste ;

Que le Gouvernement du Québec cesse de morceler les juridictions relatives à la question agricole, et en particulier à la production porcine, entre le ministère de l'Agriculture, le ministère du Développement durable, de l'environnement et des parcs, le ministère des Affaires municipales et des régions, etc. Un tel morcellement ne permet pas d'envisager de façon globale les enjeux socio-écologiques majeurs liés à une telle production et entrave la recherche de solutions intégrées. Dans la question porcine, le ministère des

Affaires municipales et des régions s'est arrogé le droit de passer outre la volonté des régions de préserver leur milieu et de favoriser une agriculture responsable, pour soutenir le développement de l'industrie porcine productiviste. Cette situation doit être corrigée.

Que le Gouvernement du Québec donne plus de pouvoir aux régions (en particulier à travers les MRC), qui pourront décider des modes de développement socio-économique sur leur territoire, en particulier dans le domaine agricole. La courageuse démarche démocratique du Comité de citoyens de Kamouraska est un exemple à suivre en ce sens.

Que le Gouvernement du Québec valorise et favorise la participation populaire à travers la structuration et le fonctionnement de Comités de citoyens (particulièrement en milieu rural), mandatés pour exercer une vigile critique dans leur milieu et pour mettre en place des mécanismes de concertation en vue de l'identification et la mise en œuvre de solutions appropriées. Par exemple, une *Loi sur la Participation populaire* (comme en Bolivie) pourrait orchestrer une telle dynamique démocratique.

Que la résolution de la problématique de l'élevage porcin au Québec devienne le pivot d'un plus ample virage agricole vers des pratiques écologiques et solidaires.

*Annexe 1*  
*Un manuscrit terminé en mars 2006 et actuellement  
en processus de publication*

# **Des porcs et des hommes**

## **La porciculture intensive et intempestive au Québec**

**Denise Proulx  
Lucie Sauvé  
Louise Vandelac**

**Avec la collaboration de Véronique Bouchard**

Sous la direction de Lucie Sauvé  
Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement  
Université du Québec à Montréal

### **TABLE DES MATIÈRES**

**AVANT-PROPOS**

**INTRODUCTION**

**PARTIE 1 : Un portrait de la situation porcine au Québec**

*Denise Proulx*, journaliste indépendante et chercheure en sociologie

**Introduction**

Chapitre 1 : **Portrait politique**

Vignette: Un enjeu de démocratie

*Johanne Dion et Holly Dressel* pour le Sierra Club Québec – Groupe Hog

Chapitre 2 : **Portrait économique**

Vignette : Les fameuses retombées économiques de l'industrie porcine

*Véronique Bouchard*, chercheure en sciences agronomiques

Chapitre 3 : **Portrait agronomique**

Chapitre 4 : **Portrait environnemental**  
Vignette : La production porcine et la pollution de l'eau  
*Coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau – Eau Secours !*

Chapitre 5 : **Portrait santé publique**  
Vignette : Un enjeu de santé  
*Johanne Dion et Holly Dressel* pour le Sierra Club Québec – Groupe Hog  
Vignette : Une boîte de Pandore  
*Véronique Bouchard*, chercheure en sciences agronomiques

Chapitre 6 : **Portrait social**

Chapitre 7 : **Portrait culturel**

## **PARTIE 2 : Regards croisés sur la question porcine**

### **Introduction**

Chapitre 8 : **De dérive en dérive - L'évolution récente de la production du porc au Québec**  
*Paul-Louis Martin*, historien et producteur agricole et maire de Saint-André-de-Kamouraska

Chapitre 9 : **L'industrie porcine a tourné le dos à l'agriculture**  
*Maxime Laplante*, agronome et président de l'Union paysanne

Chapitre 10 : **Développement des productions animales au Québec :**  
La santé publique « mise de côté »  
*Benoît Gingras*, médecin de santé publique

## **PARTIE 3 : Luttes locales et laboratoire démocratique**

### **Introduction**

Chapitre 11 : **Une porcherie industrielle à Richelieu : une bataille perdue, mille citoyens retrouvés**  
*Johanne Dion*, Comité richelois pour une meilleure qualité de vie

Chapitre 12 : **Implantation d'une porcherie à Sainte-Angèle-de-Monnoir - À un cheveu d'une fracture du tissu social en milieu rural**  
*Jacques Duchesne*, citoyen de Marieville, professeur retraité, UQAM

Chapitre 13 : **Saint-Cyprien-de-Napierville : une problématique de cohabitation de l'espace rural**

*Jean-Pierre Brouillard*, conseiller municipal

Chapitre 14 : **Pas de cohabitation sociale sans consensus social - L'expérience citoyenne de la MRC de Kamouraska**

*Roméo Bouchard*, président, Union des citoyens du Québec

## **PARTIE 4 : À la recherche de solutions : De méprises en dérives**

### **Introduction**

Chapitre 15 : **La réglementation agroenvironnementale ou comment notre gouvernement prétend limiter les impacts environnementaux négatifs de l'agriculture**

*Véronique Bouchard*, chercheure en sciences agronomiques

Chapitre 16 : **La politique de soutien à l'agriculture et ses effets pervers : environnement, équité sociale et règles de commerce international**

*Véronique Bouchard*, chercheure en sciences agronomiques

Chapitre 17 : **Transformer le porc en « vache à lait » au risque de tuer « la poule aux œufs d'or ». Du porc transgénique... à la viande de porc sans porc**

*Louise Vandelac*, sociologue, Groupe de recherche Technoscience du vivant et société et *Simon Beaudoin*, assistant de recherche au Cinbiose, UQAM

Chapitre 18 : **L'éthanol par maïs-grain : une solution problématique**

*Kim Cornelissen*, consultante en développement régional et international

## **PARTIE 5 : Face à l'impensable, des alternatives constructives**

### **Introduction**

Chapitre 19 : **La production sur litière : une piste de solution incontournable à la crise actuelle de l'industrie porcine**

*Véronique Bouchard*, chercheure en sciences agronomiques

Chapitre 20 : **L'agriculture, phénomène social d'hier à demain en compagnie de Léon Gérin**

*Jacques Dufresne*, philosophe, président et éditeur de l'Encyclopédie de l'Agora

Chapitre 21 : **Apprendre dans l'action sociale : vers une écocitoyenneté**

*Lucie Sauvé*, titulaire, Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement, UQAM

**Postface : Lucien et les dinosaures**

*Hugo Latulippe*, cinéaste

**ANNEXES**

Liste des acronymes

Notes biographiques des auteurs

Liste de producteurs de porc biologique

**RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES**

## *Annexe 2*

Le document complet est déposé à la Commission

*La production sur litière :  
une piste de solution incontournable  
à la crise actuelle de l'industrie porcine*

*Rapport d'étude*  
réalisé par  
**Véronique Bouchard**  
Spécialiste en sciences agronomiques

Une production de la  
**Chaire de recherche du Canada**  
en éducation relative à l'environnement  
**Mars 2006**

Document déposé à la Commission  
sur l'avenir de l'agriculture  
et de l'agroalimentaire québécois  
Juin 2006